

## **\* APPEL à une AG mardi 21 novembre, 12h, Amphi A, Villetaneuse \***

L'appel est lancé par les élus au CA sur les listes Paroles de Biatss, SNPTES, La CGT Paris 13, Ensemble Paris 13, Dialogue et Transparence (des AG auront prochainement lieu sur les sites de Bobigny et Saint-Denis)

Au CA du 20 octobre 2017, pour la première fois, il n'y a pas eu de vote concernant les publications pour 2018 de postes de PRAG.

Ce n'est malheureusement que le reflet d'une situation extrêmement grave et préoccupante : il n'y a pas eu de vote parce que le budget de l'université, tel qu'il apparaît, ne laisse plus aucune marge de manœuvre !

La situation financière de l'université semblait s'être améliorée jusqu'en 2016, elle s'est considérablement détériorée depuis: dotation ministérielle notoirement insuffisante, politique effectuée par l'université non durablement soutenable, fin de l'Idex (dont les moyens sont non pérennes, vecteurs de précarisation et de désorganisation), ...

L'université ne doit plus continuer à gérer une pénurie croissante en moyens de fonctionnement ou d'investissement mais aussi en moyens humains : une précarisation toujours plus forte: 48 emplois permanents perdus entre 2013 et 2016, contre 59 emplois de contractuels supplémentaires.

Comment en est-on arrivé là ? Si la gestion de l'université a manqué clairement d'anticipation (sur l'évolution budgétaire, mais aussi sur l'évolution des formations et du nombre d'étudiants), la politique mise en oeuvre au niveau national dégrade constamment les conditions de travail, mais aussi les conditions d'étude: demande de formations "innovantes", délégation à l'université d'opérations, ... tout cela sans réelle contrepartie financière, sans réel engagement sur le long terme. On sait tous que les différents appels à projets ne permettent qu'un financement non pérenne, donc créant à terme des difficultés d'organisation et de gestion préjudiciables pour tous. Et ce n'est pas terminé: une nouvelle réforme d'accès à l'université devrait être mise en place dès 2018 pour suppléer les dérives d'APB. Mais comment permettre à tous les étudiants une meilleure réussite en licence quand les amphis, les TD sont surchargés !

Il est urgent que le ministère réévalue la dotation récurrente pour l'université Paris 13. Cela fait trop longtemps que tous considèrent l'université comme sous-dotée sans que rien ne change vraiment. Au contraire !

Au-delà d'une vision, d'une anticipation nécessaires, il devient aussi urgent qu'une réflexion soit menée sur ce que nous voulons pour notre université. Celle-ci doit rester un lieu de formation et de recherche. Que l'université développe des formations pour tous, formations initiales comme formations continues ou par apprentissage. Que l'université permette à ses acteurs de développer des projets de recherche ambitieux.

Trois échéances sont importantes sur des sujets sur lesquels nous devons collectivement réfléchir, savoir comment agir :

- la dotation 2018, qui sera connue en décembre ou janvier, provenant du ministère doit non seulement compenser complètement le GVT, première source de difficulté financière, mais aussi permettre un rattrapage du retard de financement de Paris 13.

- le budget tel qu'établi par Paris 13, en décembre, devra réellement permettre à l'université de garder ses capacités d'enseignement et de recherche. Il n'est pas possible d'accepter une précarisation continue des personnels enseignants, enseignants-chercheurs, et des personnels d'accompagnement et de soutien indispensables. Pourtant, les orientations proposées pour l'instant par la direction de l'université ne vont pas dans ce sens. Faut-il donc voter un budget en déséquilibre pour faire connaître cette pénurie ?

- le projet de l'université pour le prochain quinquennal doit être défini avant la mi-2018. Dans le contexte actuel, la réflexion doit être forte et ambitieuse, responsable vis-à-vis de nos étudiants, vis-à-vis de nos recherches, en cohérence avec le territoire.

Plus qu'une simple vigilance, ces trois points méritent des actions collectives, et la transparence nécessaire à des choix acceptés par tous.

L'urgence est là.

***P.S.: le CA du 20 octobre avait voté à l'unanimité la motion suivante:***

***"Le conseil d'administration constate l'extrême difficulté pour l'université Paris 13 d'assumer l'année universitaire 2017-2018 dans des conditions dignes d'un service public et conformes à ses engagements d'enseignement et de recherche. Un manque criant de personnels, de moyens et de locaux disponibles empêche l'université d'exercer l'ensemble de ses missions. Nous demandons au ministère de prendre d'urgence les mesures nécessaires pour nous permettre de faire face à cette situation difficile et inacceptable."***